

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

2005 : le Bip 40 atteint son niveau record

- Social -

Date de mise en ligne : jeudi 24 février 2005

Démocratie & Socialisme

Au moment où l'Assemblée nationale adopte le plan de « cohésion sociale » de M. Borloo, la nouvelle édition du Bip 40 (Baromètres des inégalités et de la pauvreté) indique une aggravation sans précédent pour l'année 2003. L'indicateur synthétique élaboré par le « Réseau d'alerte sur les inégalités » s'établit à 5,52 en hausse de 5,5% par rapport à 2002. Il s'agit d'une estimation basée sur l'actualisation de 41 séries sur les 61 que comporte le Bip 40.

Le précédent record du Bip 40 remontait à 1998. Entre 1999 et 2001, les inégalités et la pauvreté avaient reculé en France, à la faveur de la croissance économique et des créations d'emplois ; mais le Bip 40 est reparti vigoureusement à la hausse en 2002 et 2003. Ce nouveau cycle d'accroissement des inégalités et de la pauvreté, enclenché à la fin du gouvernement de M. Jospin, a atteint avec MM. Chirac et Raffarin un rythme inédit depuis le milieu des années 1980.

Ce résultat désastreux ne résulte pas seulement d'une conjoncture médiocre, il est aussi le fruit d'une politique. Le Bip 40 s'envole d'abord à cause de la hausse du chômage. Les chômeurs, plus nombreux, reçoivent moins souvent une indemnisation : la proportion d'allocataires de l'Unedic parmi les demandeurs d'emploi diminue. Le chômage de longue durée augmente lui aussi. D'où un nombre sans précédent de titulaires de minima sociaux (6 millions de personnes couvertes fin 2003, + 1,2 %), surtout en raison de l'augmentation du nombre de RMIstes (+ 5 %).

En second lieu la hausse du Bip 40 traduit la dégradation de la situation du logement. Le prix des loyers flambe, appauvrissant directement les familles locataires, les moins favorisées. Le nombre d'expulsions pour loyers impayés n'a jamais été aussi élevé qu'en 2003. En matière de consommation, le nombre de ménages surendettés a battu des records, et le nombre des incidents de crédit a lui aussi augmenté.

Enfin la dégradation est particulièrement sensible dans le domaine de la justice. Les politiques sécuritaires prennent le pas sur les politiques sociales : on emprisonne les pauvres faute de vouloir réduire la pauvreté. Le taux d'incarcération n'a jamais été aussi élevé dans notre pays (133 pour 100 000 habitants). La proportion de prisonniers en détention provisoire s'est accrue elle aussi. Quant aux étrangers, leur situation s'est elle aussi dégradée ; le taux de reconnaissance du statut de réfugié a connu une nouvelle chute, s'établissant au niveau dérisoire de 15 %.

Dans d'autres domaines (santé, éducation, inégalités de revenus, conditions de travail), les statistiques de l'année 2003 ne sont pas encore toutes disponibles. L'édition définitive du Bip 40 pour 2003, qui sera publiée au printemps 2005, ne devrait cependant malheureusement pas démentir la tendance aujourd'hui observée.

Les données complètes ainsi que des analyses détaillées du plan Borloo sont disponibles sur ce site :

www.bip40.org